

Convention collective

IDCC : 8113. – **EXPLOITATIONS D'ARBORICULTURE, DE MARAÎCHAGE,
D'HORTICULTURE ET DE PÉPINIÈRES D'ÎLE-DE-FRANCE**

(8 septembre 2006)

(Étendue par arrêté du 10 janvier 2007,
Journal officiel du 4 février 2007)

AVENANT N° 3 DU 30 JANVIER 2008

NOR : *AGRS0897043M*

IDCC : 8113

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles d'Ile-de-France (FRSEAIF),

D'une part, et

La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles (SNCEA)
CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les titres et les dispositions de l'article 18 sont annulés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Garanties incapacité temporaire, invalidité, décès et frais de santé :

Les salariés non cadres bénéficient des garanties incapacité temporaire, invalidité, décès et frais de santé aux conditions prévues par l'accord du 30 janvier 2008 mis en annexe I de la présente convention collective, pour information. »

Article 2

Un article 38 *bis* est créé comme suit :

Article 38 bis

Les salariés des entreprises qui relèvent de la convention collective des exploitations d'arboriculture, de maraîchage, d'horticulture, de pépinières et

de cressiculture du 8 septembre 2006 (départements 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95) et bénéficiaires du régime complémentaire de retraite et de prévoyance institué par la convention collective des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 doivent être affiliés pour leur régime de prévoyance à la CPCEA, institution de prévoyance, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, régie par les dispositions de l'article L. 727-2-II du code rural.

Les salariés cadres bénéficient des garanties retraite supplémentaire et frais de santé aux conditions prévues par l'accord du 30 janvier 2008 mis en annexe VI de la présente convention collective, pour information.

Article 3

Le deuxième alinéa de l'article 17 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Un double du bulletin de paie doit être conservé par l'employeur pendant 5 ans. »

Article 4

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du premier jour du trimestre qui suit la date de publication au *Journal officiel* pour une durée indéterminée.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 30 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)